

— La légion romaine, réunie à Antibes sous le commandement du colonel d'Argy, devait, dit-on, partir pour Rome vers la fin du mois d'avril.

— La Chambre italienne discutera, dès sa rentrée, les lois d'impôts et de finances à l'exclusion de tous les autres projets. Le ministère, on le sait, fait de leur adoption une question de cabinet.

— La guerre éclatera-t-elle enfin entre la Prusse et l'Autriche ? Dès le début nous l'avons crain- et aujourd'hui peu de personnes en doutent. Que chacune des deux puissances affecte encore un langage et une attitude pacifique, afin de rejeter sur son adversaire la responsabilité de l'aggression, on le conçoit ; mais, en vérité, ce jeu ne peut se prolonger indéfiniment. D'ailleurs, la Prusse n'a pas sans doute la naïveté de croire que l'Europe lui attribuera le rôle de l'agneau.

Voici ce qu'on mande de Vienne au sujet de ce conflit :

Les rumeurs de lutte prochaine circulent toujours. La Bourse est dans de continuelles anxiétés. Les journaux du soir contiennent plusieurs nouvelles alarmantes reçues de l'étranger et qui font pressentir une déclaration de guerre.

Le ministre d'Etat, M. de Beust, est attendu à Vienne.

Les nouvelles venues de Berlin et accréditées dans les cercles diplomatiques annoncent que la situation des affaires s'est de nouveau aggravée, et que les espérances relatives au maintien de la paix sont affaiblies. M. de Bismark insiste sur l'annexion des duchés à la Prusse, ce qui ne laisse d'autre issue que la guerre.

Des dépêches d'Odelberg et de Breslau rapportent qu'un train de poudre de guerre est passé à Oswieczim (Gallicie.) On attendait dans cette ville des forces considérables venant de Hongrie et se rendant à Lemberg. Quarante mille hommes de troupes autrichiennes ont successivement traversé Pardubitz et Kœnigsgraetz et se concentrent à Thérésientadt, non loin des frontières de la Prusse et de la Saxe.

La Prusse ne reste pas non plus inactive. On assure que le roi a donné son consentement à des dispositions militaires qui, bien que préparatoires, rendent la guerre presque inévitable. Le *casus foederis* serait prochainement posé dans le Holstein. Le bruit court qu'on va procéder immédiatement à la mobilisation de deux corps d'armée.

— On annonce de Smyrne que Joseph Karam, arrivé dans cette ville sous un déguisement, s'y est embarqué pour la France.

La Turquie a renforcé son armée de Roumélie de 60,000 rédifs.

— La Bolivie est entrée dans l'alliance du Chili, du Pérou et de l'Equateur contre l'Espagne. Leurs escadres unies ont eu une première rencontre avec la flotte espagnole. Chacun des deux adversaires s'attribue le succès.

— Les lettres de Rome annoncent que le cardinal Antonelli a adressé, à tous les représentants du gouvernement pontifical à l'étranger, une circulaire expliquant le motif du départ du baron Meyendorff, chargé d'affaires de Russie près le Saint-Siège.

Une seconde brigade de l'armée française d'occupation partira aussitôt l'arrivée de la légion organisée à Antibes.

M. le baron Saillard est de retour du Mexique et est attendu à Saint-Nazaire vers le 8 avril. " On assure, dit la *Patrie*, qu'il aurait réussi dans sa mission, et que le rapatriement des troupes françaises commencera vers la fin de septembre ou dans les premiers jours du mois d'octobre prochain. A cette époque, un effectif d'environ cinq mille hommes rentrera en France."

Nous laissons à la *Patrie* la responsabilité de cette nouvelle que nous serions heureux de voir se confirmer. Les correspondances mexicaines sont, du reste, constamment assez satisfaisantes pour nous laisser espérer ce résultat.

Le 28 février, on célébrait dans la cathédrale de Mexico les obsèques de M. Langlais, enlevé si soudainement à l'œuvre de réorganisation financière et administrative du Mexique, dont il avait déjà préparé tous les éléments.

— *L'International* assure que l'ambassadeur de France à la cour de Florence a usé de toute son influence, auprès du général La Marmora, pour engager le gouvernement italien à garder la plus grande réserve tant que la guerre entre la Prusse et l'Autriche n'aura pas été déclarée. Aussi aucune alliance n'a-t-elle été conclue entre l'Italie et le cabinet de Berlin. Mais personne ne doute que si les deux grandes puissances allemandes en viennent aux mains, l'Italie ne soit entraînée dans ce conflit.

L'Espagne a sa crise ministérielle. Après une longue conférence, les ministres se sont rendus au palais. La démission de M. Rosas sera acceptée, assure-t-on ; et le marquis de Valde-Ferraz sera nommé à sa place.

La Porte persiste à demander la séparation de la Moldavie et de la Valachie, c'est-à-dire, en définitive, la destruction de l'œuvre des puissances signataires du traité de Paris.

D'après un ukase, promulgué à Varsovie, tout acquéreur de propriété en Pologne et dans ses